

# Climat : le risque de la polarisation

**Rapport d'activité 2023**

**I4CE**

INSTITUTE FOR  
CLIMATE  
ECONOMICS

Une initiative de la Caisse des Dépôts et  
de l'Agence Française de Développement



**I4CE** a longtemps bataillé contre l'indifférence : ses analyses et ses avertissements étaient souvent accueillis avec sympathie par les décideurs, mais il y avait toujours d'autres sujets plus urgents ou plus importants. Il a fallu beaucoup d'opiniâtreté pour surmonter cet obstacle. C'est fait : la question climatique est désormais largement reconnue comme un enjeu de premier plan.

En même temps cependant qu'il se développe, le débat sur les conditions de la transition climatique se polarise. C'est vrai aux États-Unis, où Paul Krugman observait récemment que le climat est devenu un enjeu dans la guerre culturelle entre démocrates et républicains. C'est vrai en Europe où les conservateurs ont mené l'offensive contre la Loi de restauration de la nature, et où le ministre des Finances allemand tonne contre les plans verts de Bruxelles.

C'est vrai au Royaume-Uni où le Premier ministre Rishi Sunak est tenté de se présenter en avocat des classes moyennes et défenseur d'un mode de vie mis en risque par les objectifs de décarbonation. C'est vrai, bien sûr, en France.

C'est dans ce nouveau contexte, plus difficile, qu'il va nous falloir intervenir. Hier nous ne risquions que de nous heurter à l'indifférence. Désormais, nous risquons d'être pris à témoin, voire instrumentalisés dans des controverses qui nous sont étrangères. Il va nous falloir beaucoup de vigilance pour prévenir ces dangers, et beaucoup de fermeté pour tenir la ligne qui est la nôtre : notre seule cause est celle d'une action climatique que nous voulons rapide, efficace et socialement juste.

Les prochains débats sur le Projet de loi de finances puis, rapidement, la campagne pour les élections européennes, auront valeur de test. Nous les aborderons conscients des risques, et résolus à être à la hauteur de nos responsabilités.

**Jean Pisani Ferry, Président d'I4CE**



Ca y est, le débat sur le financement de la transition écologique, colonne vertébrale de la planification écologique, est lancé en France. Le rapport de Jean Pisani-Ferry et Selma Mahfouz, « Les incidences économiques de l'action pour le climat », qui évalue notamment les besoins d'argent public pour cette transition, en est une première brique. La puissance publique va désormais devoir apporter des réponses dans la durée, et construire un plan de financement de la transition, en précisant ce qui doit être fait, combien d'argent public sera mobilisé et combien d'argent privé sera nécessaire. Le débat est donc initié, il est loin d'être clos. Cela va sans dire : **I4CE** est fier d'avoir contribué sur le fond à ces débats en France, et continuera à s'impliquer.

Il va falloir porter le même type de débat en Europe, à l'occasion du renouvellement du Parlement et de la Commission en 2024, car l'Union européenne doit désormais financer son *Green Deal*. Face à l'*Inflation Reduction Act* états-unien et à la Chine, elle ne peut pas être à la fois la mieux-disante en termes de réglementation environnementale, et la moins-disante en termes de financement.

Cela impose notamment d'arrêter de traiter en silo le financement du *Green Deal* d'une part et le Pacte de croissance et de stabilité et l'endettement européen d'autre part, alors que l'on sait que les besoins d'argent privé, mais aussi public, vont d'augmenter pour financer la transition. **I4CE** s'est doté en 2022 d'une équipe dédiée pour alimenter ces débats, et contribuer à ce que l'Europe se dote aussi d'un plan de financement de la transition.

À l'international, les mêmes questions se posent, et de manière encore plus complexe pour les pays en développement. Certes ils élaborent des stratégies de long terme pour concilier climat et développement, mais comment les financeront-ils ? Ils ont eux aussi besoin d'un plan de financement qui leur permette de piloter leur transition, corresponde à leurs besoins, et articule intelligemment leurs ressources nationales et les ressources externes, notamment celles apportées par les banques internationales de développement. **I4CE** collabore avec ces dernières et aide des pays en développement à se doter d'outils d'analyse et de pilotage financier de leur transition.

Ce rapport annuel détaille nos apports, nos impacts, sur ces sujets. Et sur d'autres, toujours liés au financement de la mitigation et de l'adaptation. Autant de France, plus d'Europe, plus d'international. Nous poursuivons sur notre lancée.

**Benoît Leguet**, Directeur d'**I4CE**

## #Mission

**I4CE** est un institut de recherche à but non lucratif qui contribue par ses analyses économiques au débat sur les politiques publiques d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. L'Institut promeut des politiques efficaces, efficientes et justes.

Les 40 experts collaborent avec les gouvernements, les collectivités locales, l'Union européenne, les institutions financières internationales, les organisations de la société civile et les médias.

Les travaux couvrent trois transitions – énergie, agriculture, forêt – et six défis économiques : investissement, financement public, fiscalité et taxe carbone, financement du développement, réglementation financière et certification carbone.

## #I4CEnChiffres

40   
Collaborateurs

50   
Événements par an

~44   
Publications par an

750+   
Mentions dans la presse

8 000+   
Abonnés à la newsletter

~11 500   
Followers sur Twitter

16 500+   
Abonnés sur LinkedIn

[Visit The Website](#)



# Nos impacts

I4CE contribue au débat sur les politiques climatiques avec des expertises innovantes. Mais nous ne faisons pas qu'écrire des rapports, nous voulons avoir de l'impact. Nous allons au contact des décideurs, des médias, des parties prenantes pour apprendre d'eux et faire que ces politiques progressent, concrètement. Nous vous invitons, en parcourant notre rapport d'activité, à découvrir les débats qui intéressent I4CE, les évolutions majeures des douze derniers mois et comment nous y avons contribué.

#EUROPE

L'[Inflation Reduction Act](#) change la donne

#EUROPE

Pas de [pause](#) pour la [réglementation financière européenne](#)

#INTERNATIONAL

Financement du développement : l'[année de la réforme](#)

#INTERNATIONAL

Des [plans de financement](#) dans tous les pays

#FRANCE

Le [puits de carbone français](#) rattrapé par la réalité

#FRANCE

Agriculture : le [laisser-faire](#) est une [stratégie perdant-perdant](#)

#FRANCE

Collectivités : l'[équation financière](#) est enfin posée

#FRANCE

Adaptation: la [fin d'un tabou](#)

#FRANCE

7 [milliards d'euros](#) de plus pour le climat dans le [budget de la France](#)

## #Institut

Gouvernance

Budgets & partenaires

Bilan carbone

Équipe

**I4CE** INSTITUTE FOR CLIMATE ECONOMICS  
Une initiative de la Caisse des Dépôts et de l'Agence Française de Développement

L'Institut de l'économie pour le climat est une association experte de l'économie et de la finance dont la mission est de faire avancer l'action contre les changements climatiques. Grâce à ses recherches appliquées, l'Institut contribue au débat sur les politiques liées au climat. Il rend aussi publiques des analyses pour appuyer la réflexion des institutions financières, des entreprises, des pouvoirs publics ou encore des territoires et les aider à intégrer concrètement les enjeux climatiques dans leurs activités.

